

METTRE UN TERME AUX POLITIQUES DE DROITE

Les politiques de destruction des solidarités, des services publics..., qui ne font qu'aggraver la crise économique et sociale, ne marquent aucune pause. Le gouvernement s'évertue à imposer jusqu'au dernier instant ses choix néolibéraux de régression sociale, à la veille d'échéances électorales majeures pour le pays. En meeting, le président candidat en rajoute dans la provocation populiste, après ses attaques contre les immigrés, en dénonçant les organisations syndicales qui seraient coupables d'« *intérêt à l'immobilisme, au conservatisme* » et il déclare sans fard vouloir « *diminuer leur influence* ».

L'austérité n'est pas une fatalité. Face à l'explosion du chômage et de la précarité, aux pertes de pouvoir d'achat, aux dégradations de l'accès aux soins, aux plans de licenciements dans le secteur privé, aux suppressions d'emplois dans la fonction publique, et en particulier dans l'éducation, les politiques de division et de mise en concurrence systématique doivent laisser la place à des changements radicaux.

Pour l'intérêt de tous, à commencer par les plus fragiles, au rang desquels la jeunesse, pour plus d'égalité, en particulier entre femmes et hommes, pour les solidarités..., le SNESUP appelle à peser dans les mobilisations comme dans les urnes pour transformer la société, dessiner d'autres horizons, aller vers la rupture profonde à laquelle appelle le SNESUP, et mettre un terme aux politiques de droite.

Le gouvernement met à profit chaque instant pour imposer un peu plus les effets délétères de sa politique. Minimisant l'ampleur du chaos généré par la contre-réforme de la formation des enseignants –dont le SNESUP exige le retrait–, le gouvernement nie la réalité. Contraint de présenter au CNESER un nouvel arrêté retoqué par le conseil d'État, il en profite pour remanier en profondeur, sans aucune concertation, le « cahier des charges de la formation des enseignants » mis en annexe. Sous l'impulsion du SNESUP, la quasi-totalité des organisations ont refusé de participer à cette mascarade en quittant la séance. Sans que l'on sache vraiment si le processus pourrait aller à son terme, le ministère a communiqué un projet de décret statutaire modifiant le recrutement des enseignants-chercheurs des groupes 1 et 2 du CNU. Le SNESUP exige le retrait de ce projet maintenant l'agrégation externe du supérieur, pourtant largement décriée, affaiblissant le CNU et accroissant les dispositions dérogatoires, alors qu'il faudrait ouvrir des négociations d'urgence pour une réforme en profondeur du recrutement commun à tous les EC et à toutes les disciplines. Le SNESUP condamne la création de la

nouvelle section du CNU « Criminologie ». Il se félicite du refus d'évaluation-sanction, telle que préconisée par le ministère, exprimé par la CP-CNU et de la poursuite du travail de cette dernière. Il réaffirme que le CNU est la seule instance légitime d'évaluation des enseignants-chercheurs.

Non content d'avoir court-circuité toute représentation des personnels et d'avoir sélectionné huit projets d'« initiatives d'excellence » (IDEX) dans la plus grande opacité, le gouvernement cherche à rendre les décisions irréversibles. Ces processus dit « d'excellence » pulvérisent l'unité du service public d'enseignement supérieur et de recherche, exacerbent la mise en concurrence et entravent les libertés scientifiques et pédagogiques. À l'opposé des exigences d'unité du service public et de toute prise en compte d'aménagement du territoire, ces décisions arbitraires risquent d'accroître les inégalités en creusant un fossé entre labellisés et exclus.

À quelques semaines d'élections nationales d'importance, le gouvernement tente de préempter l'avenir en poursuivant sa politique à marche forcée et en faisant signer des contrats État-IDEX avant la mi-avril. Dans ce cadre, le SNESUP appelle :

- à refuser collectivement toute signature de conventions IDEX-État (AG de laboratoires, de départements, réunions de conseils, de congrès...), à construire dans le rassemblement le plus large l'expression du refus de la communauté universitaire des processus dits d'excellence,
- dans notre action de contestation de la politique gouvernementale d'enseignement supérieur et de recherche, il nous faut peser dans les élections dans les établissements pour les conseils centraux. Nous devons élargir les dynamiques de rassemblement, à l'instar du Mans et de Poitiers, pour exprimer avec détermination l'opposition de la communauté universitaire à la loi LRU et au passage aux RCE,
- à amplifier les réactions, actions et mobilisations dans les établissements et les laboratoires (Toulouse, Saclay...).

Le SNESUP appelle la communauté universitaire à exprimer, dans les urnes, lors des élections présidentielles prochaines, sa détermination à mettre un terme aux politiques de droite.

Votée à l'unanimité moins 4 abstentions

Sur le site du SNESUP :

IDEX : se mobiliser contre la marche forcée du gouvernement (communiqué commun SNESUP et SNCS)

<http://snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=6100&ptid=5&cid=240>

CNESER du 19 mars : déclaration des organisations syndicales

<http://snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=6098&ptid=5&cid=240>

Motion présentée par les élus FERC Sup CGT et SNESUP-FSU

<http://snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=6099&ptid=5&cid=240>

CNESER du 19 mars: Cahier des charges formation des enseignants...

DECLARATION DU SNESUP, UNEF, UNSA, SGEN CFDT, AUTONOMES SUP, FERC Sup CGT, SNPRES-FO

<http://snesup.fr/Presse-et-documentation?cid=240>